



Le social est une question politique

Une enquête auprès des jeunes Marocains

Étude FES sur les jeunes de la région MENA : analyse pays Le Maroc

SONJA HEGASY

Février 2018

- Les guerres civiles sans fin ainsi que l'effondrement de l'état dans la région sont un élément parmi d'autres expliquant l'insécurité ressentie au Maroc. Dans le même temps, certaines personnes interrogées considèrent que l'allusion permanente aux conflits du Moyen-Orient et en Afrique du Nord est un moyen de discipliner les citoyens.
- Les personnes sondées sont relativement satisfaites de leur situation économique et constatent une amélioration de leur sort personnel. Les critiques exprimées portent essentiellement sur le système de santé défaillant et sujet à la corruption. Malgré des conflits persistants, les personnes interrogées envisagent l'avenir de façon généralement optimiste.
- Dans toutes les couches de la société, la majorité des sondés (plus de 90 pourcent) perçoivent leur famille comme un facteur essentiel d'une vie bien accomplie.
- Seuls 22 pourcent d'entre eux disposent d'un accès en ligne privé, 28 pourcent déclarent même ne jamais utiliser l'Internet. Pour une minorité qui s'informe activement sur la politique (17 pourcent), Internet constitue la principale source d'information. Pour la recherche d'emploi en revanche, le web, en service depuis 2009–2010 dans le pays, n'est pas utilisé.
- Une majorité des personnes interrogées, quel que soit leur sexe ou leur lieu de résidence, considèrent la religion comme relevant de la sphère privée.



Table des matières

1. Introduction	3
2. Composition du panel	4
3. Valeurs	5
4. Religion	5
5. Communication	6
6. Famille et avenir	7
7. Emploi et perspectives économiques	8
8. Consommation et couche moyenne	9
9. Faim et violence	9
10. Mobilité, migration et exil	9
11. Jeunesse et politique : mobilisation politique et ONG	10
Bibliographie	13

1. Introduction

Dans le cadre de l'étude sur la jeunesse de la région MENA, la fondation Friedrich-Ebert-Stiftung a interrogé 1 065 jeunes Marocaines et Marocains âgés de 16 à 30 ans entre mai et juillet 2016. Dans une seconde phase de l'étude, dix entretiens qualitatifs ont été réalisés en décembre 2016¹. Ces derniers ont coïncidé avec les deuxièmes élections parlementaires depuis la révision constitutionnelle de 2011, lancée dans le pays en réponse à la vague contestataire de la jeunesse.² Les élections parlementaires de 2016 ont commencé par créer un vide politique : le roi a en effet chargé l'islamiste modéré Abdelilah Benkirane, chef de file du PJD (Parti de la justice et du développement) arrivé au pouvoir en 2011, de former un nouveau gouvernement, mais la coalition n'a vu le jour que cinq mois plus tard, emmenée par le partisan et successeur de M. Benkirane, Saadeddine Othmani.

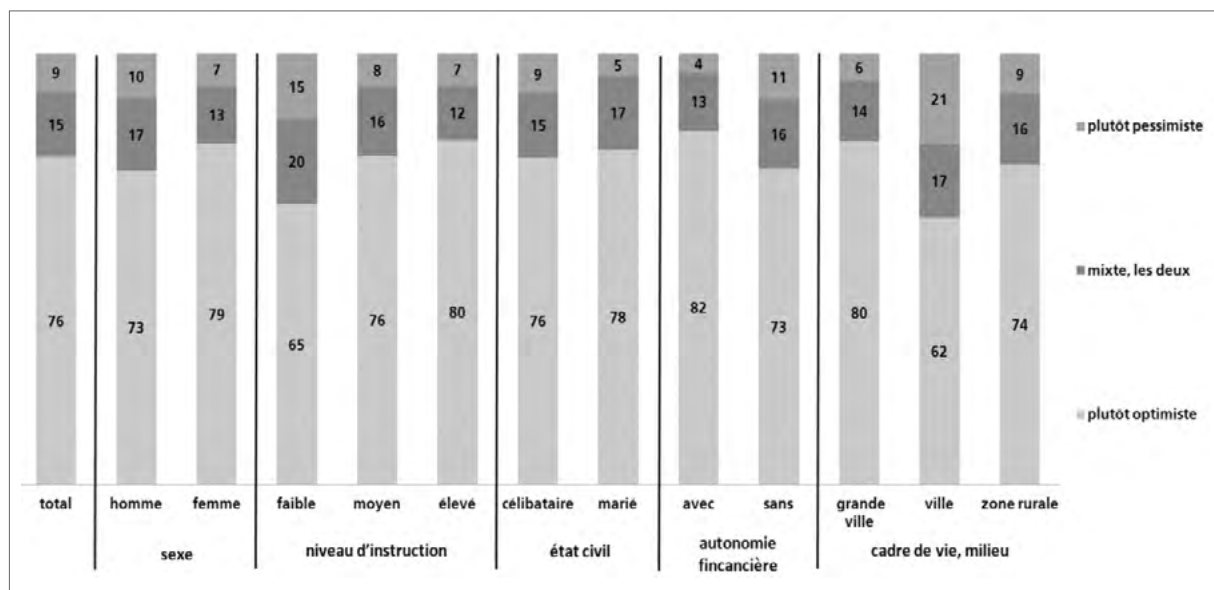
Outre l'arbitraire étatique, ce sont surtout les facteurs économiques et la situation des droits de l'homme qui procurent un sentiment d'insécurité à la jeunesse marocaine : au cours des dix dernières années, le pouvoir d'achat de la frange la plus pauvre d'entre elle a considérablement diminué et le bilan en matière de droits humains s'est nettement détérioré. Tout comme dans le reste des pays arabes, au Maroc aussi 30 pourcent de la population a moins de trente ans. Le taux de chômage des jeunes est élevé, en particulier chez les diplômés de l'enseignement supérieur : tandis que quatre pourcent seulement des travailleurs non qualifiés sont sans emploi³, les plus diplômés éprouvent les plus grandes difficultés à s'insérer sur le marché du travail. Le rôle majeur joué par les *Diplômés chômeurs* dans le mouvement de protestation M20F (*Mouvement du 20 Février*) n'a donc rien de surprenant dans ce contexte. Leur organisation dispose d'un réseau très bien implanté au niveau national reposant sur des élections internes. Comme dans les autres mouvements contestataires de la région, les manifestants réclamaient eux aussi plus de dignité, de liberté et de démocratie. Ils exigeaient le retrait du gouvernement, la dissolution du Parlement et la fin du despotisme. Mais contrairement aux manifestants d'autres pays arabes et en rai-

1. Cette enquête a été conduite dans huit pays de la région MENA. Les résultats de l'étude FES sur les jeunes de la région MENA paraissent sous le titre : *Entre incertitude et confiance. La jeunesse au Proche-Orient et en Afrique du Nord*, Bonn : J. H. W. Dietz 2017. Les données spécifiques par région et par pays sont disponibles en ligne : <http://www.fes.de/Ink/jugendstudie>.

2. Dans la suite de mon exposé, j'utiliserai les notions de « mouvements contestataires de 2011 », « Printemps arabe », « Révoltes » et « nouvelle mobilisation sociale » en synonymes.

3. Source: <http://www.emploi.gov.ma/images/Indicateurs-chomage.pdf>.

Illustration 1 : « Comment perçois-tu ton avenir et ta vie personnelle ? » (données en pourcent)*



* Des erreurs d'arrondis peuvent être constatées.

son d'une forte identification avec la famille régnante, ils ne réclamaient ni la chute du roi, ni l'abolition de la monarchie dans leur lutte de 2011. Seuls neuf pourcent des jeunes marocains interrogés sont favorables à l'instauration d'un régime politique basé sur la sharia. L'absence de l'état dans de nombreux pays de la région MENA ainsi que la guerre civile en Lybie et en Syrie favorisent la légitimité des états opérationnels (ou presque) restants, comme en témoignent les participants à plusieurs reprises dans la partie qualitative de l'étude. Ils indiquent que ces circonstances ont un impact majeur sur le sentiment de sécurité ou d'insécurité au sein de la société. Saïd⁴, 30 ans, originaire d'une région rurale au sud du pays, explique ainsi qu'il « boycotte » la politique marocaine. Selon lui, la couverture médiatique d'ampleur de la guerre en Syrie sert à discipliner les citoyennes et citoyens : « Pourquoi nous montrent-ils l'exemple de la Syrie ? », interroge-t'il. « Pour que personne ne proteste. La peur aidant, et pour ne pas connaître le même sort que les Syriens, on préfère se taire. »

4. Pour préserver l'anonymat, les noms des personnes ont été modifiés.

2. Composition du panel

Un tiers des adolescents et des jeunes adultes de l'étude viennent de zones rurales, les deux autres tiers vivent en ville. La moitié sont des lycéens, des étudiants ou ont suivi une formation professionnelle. Environ la moitié des jeunes filles et femmes interrogées portent un foulard (usage moins répandu au Maroc que dans les autres pays musulmans). Quelque 85 pourcent des jeunes du panel sont célibataires : 95 pourcent d'entre eux vivent chez leurs parents et seulement 1 pourcent vivent seuls. Plus de 90 pourcent ont accès au réseau d'électricité et d'eau potable et disposent d'un logement équipé de sanitaires, d'un téléviseur, d'une parabole satellite et d'un réfrigérateur. Le sexe, le niveau d'étude, les revenus et le lieu de résidence n'ont a priori pas d'incidence sur la perception de la sécurité personnelle. Le sentiment de sécurité moyen s'établit selon l'étude à 6,8 sur une échelle allant de 1 (« pas du tout en sécurité ») à 10 (« totalement en sécurité »). Par conséquent, l'une des conclusions majeures de l'étude est que la plupart des personnes interrogées de la tranche d'âge comprise entre 16 et 30 ans « se sent plutôt en sécurité que dans l'insécurité. »

Illustration 2 : « Comment évalues-tu la situation économique actuelle de ta famille ? » / « Comment évalues-tu après-coup la situation économique de ta famille en 2010 ? »

Auto-évaluation 2010

		Très bonne	Plutôt bonne	Plutôt mauvaise	Très mauvaise
Auto-évaluation 2016	Très bonne	6%	7%	0%	0%
	Plutôt bonne	4%	64%	6%	1%
	Plutôt mauvaise	0%	2%	8%	1%
	Très mauvaise	0%	0%	0%	1%

Les domaines où le sentiment de sécurité est le plus élevé (au moins 7 points en moyenne) sont « ma santé », « mon accès à la nourriture » et « l'avenir de ma famille ». Les thèmes les plus fréquemment évoqués dans le cadre des questions ouvertes sont les problèmes dans le système éducatif, le favoritisme sur le lieu de travail (plutôt que la méritocratie), la corruption (en politique et dans l'administration), le logement et le système de santé défaillant⁵. Dans la même veine que « on s'attaque aux plus petits et on laisse faire les gros bonnets », Saïd s'exprime : « Vous le croyez, vous ? Tu demandes un papier et on te répond que tu dois apporter un certificat attestant que tu es bien en vie. Alors même que tu es en face du fonctionnaire (...) c'est inhérent à la fonction publique. Le népotisme et la corruption sont toujours là. De temps en temps, ils sacrifient un petit fonctionnaire quand ils sont pris dans une affaire de corruption. » Comme dans la plupart des pays où la disparité sociale est très forte, l'élite aisée tente de contourner ces problèmes en fréquentant le système privé (écoles, universités, hôpitaux privés).

Etant donné l'agitation et la stagnation politique dans la région, l'optimisme sur l'avenir a de quoi surprendre. Il est néanmoins confirmé par d'autres études quantitatives. Les résultats d'études sur le monde arabe montrent que les citoyens y ont une vision plus optimiste que dans les pays européens. L'évaluation de la situation économique des familles affiche un tableau allant dans le même sens, avec 88 pourcent des personnes qui ont répondu « plutôt bonne » ou « très bonne ».

Quelque 88 pourcent des personnes sondées qualifient la situation économique de leurs familles de « plutôt bonne » ou « très bonne ». En 2010, ils étaient 81 pourcent. L'enquête montre que près de 90 pourcent n'indiquent pas de détérioration de la situation économique au cours d'une période relativement courte depuis 2010. La plupart des personnes interrogées se déclarent relativement satisfaites de leur sort économique. Et la tendance est à la hausse. Ce résultat présente une pertinence dans la perspective des théories sur la durabilité des régimes de la région, il est en ce sens le deuxième constat important de l'enquête.

5. A titre de comparaison : Les thèmes qui ressortaient le plus fréquemment des questionnaires qualitatifs en Égypte étaient : les hausses de prix quotidiennes (sur les transports et les produits alimentaires de base), le système de santé défaillant, l'éducation, le mariage et le chômage.

3. Valeurs

Etant donné que le monarque est à la fois un descendant du prophète et le commandeur des croyants ce qui lui vaut le respect du peuple, il n'est pas surprenant que la religion joue un rôle majeur au quotidien ainsi que dans la détermination du système de valeurs individuelles. « Croire en Dieu » et « diffuser le message de l'islam » sont les seules réponses sur 28 possibles à avoir obtenu au moins huit points parmi les dix à attribuer, pour décrire des réussites importantes dans sa vie personnelle. La religion est une boussole éthique essentielle pour s'orienter dans un monde de plus en plus complexe et oppressant. L'importance majeure de la dimension éthique de la religion pour les musulmans modernes est trop souvent écartée de la réflexion, c'est là aussi un constat important de la présente étude. A la question : « quelles valeurs comptent pour vous ? », Zainab, 26 ans originaire d'une ville de taille moyenne au Maroc, répond : « avoir un comportement éthique, une relation claire à Dieu sans hypocrisie, ainsi que des relations saines et honnêtes avec les autres. Je ne dois pas être fausse et m'adresser à toi si j'ai besoin de quelqu'un puis t'ignorer ensuite si je m'en sors très bien toute seule. L'éthique est une chose essentielle dans la vie. »

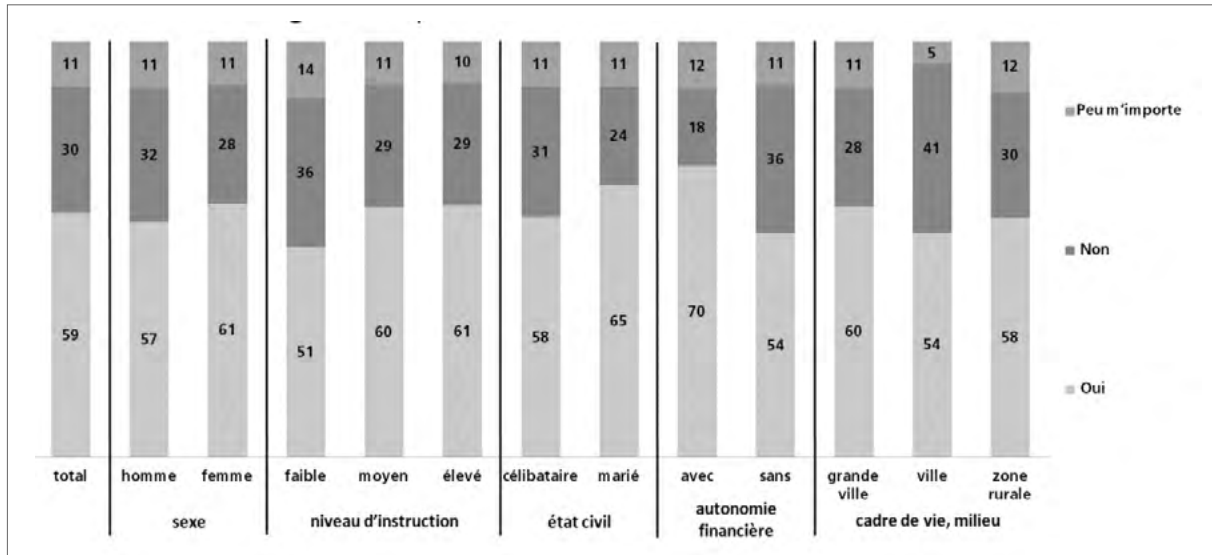
Les trois quarts des personnes du panel sont plutôt optimistes pour leur propre vie et encore plus optimistes, lorsqu'il s'agit de l'avenir de leur société (84 pourcent). L'optimisme quant aux améliorations de son vivant ainsi que dans l'avenir sont un phénomène que l'on rencontre couramment dans cette région dans les enquêtes d'opinion mondiales, telles que le *PEW Global Attitudes and Trends* ou le *World values survey*. Il est à noter que les citoyens interrogés sont positifs vis-à-vis de leurs conditions de vie (voir les informations relatives aux perspectives économiques ci-après) et considèrent l'avenir avec optimisme malgré les crises perpétuelles, les conflits et les difficultés économiques.

4. Religion

La présente étude soutient la thèse d'un « renouveau de la religion » plutôt que d'un « retour du religieux ». Les Marocains font souvent référence à l'islam et s'efforcent d'apporter une interprétation moderne de la révélation : ils souhaitent un enseignement du comportement éthique au niveau personnel et en politique un soutien



Illustration 3 : « La religion est une affaire privée, dans laquelle personne ne devrait s’immiscer. »
« Es-tu d’accord avec cette affirmation ? » (données en pourcent)



contre la corruption et l’injustice. Ils veulent plus de spiritualité qui semble disparaître sous l’effet conjugué de la modernisation et de la mondialisation (cf. Hashas 2016). « Vous ne pouvez pas déformer les versets du coran », affirme Mariam, étudiante de 20 ans, qui se considère elle-même comme « très optimiste », en ce qui concerne l’atteinte de ses objectifs.

Depuis l’indépendance en 1956, la société marocaine a toujours été relativement immunisée face aux mouvements de l’islam politique prônant la violence, comparativement à l’Algérie ou à l’Egypte. Trois raisons peuvent l’expliquer : premièrement, la présence d’un mouvement islamiste explicitement non-violent, *Al-’Adl wal-Ihsan* (justice et spiritualité), deuxièmement la légitimité religieuse de la monarchie et son fondamentalisme d’état formel. Tandis que dans les états arabes laïcs, l’opposition utilisaient l’islam pour s’organiser politiquement et en faire le fondement d’une large mobilisation, l’islam demeurait au Maroc un pilier important de légitimation de la monarchie, incarnée par l’ascendance chérifienne du sultan resp. du roi et son rôle de commandeur des croyants. Bien que la constitution marocaine soit un document laïc, elle stipulait jusqu’à sa révision en 2011, la nature « sacrée » du roi. C’est aussi cette même année qui vit l’avènement d’un gouvernement mené par le PJD, un parti islamiste modéré. Ces deux événements, la réforme constitutionnelle et l’arrivée au pouvoir du

PJD, sont tous deux une conséquence directe des mouvements contestataires. Près de 60 pourcent des personnes interrogées dans l’étude pensent que la religion est une affaire privée dans laquelle personne ne devrait s’immiscer. Dans ce contexte, les nouvelles organisations et activités anti-religieuses revêtent un intérêt particulier (cf. Hegasy 2017).

5. Communication

Trois aspects ressortent en matière de communication : tout d’abord, 83 pourcent des participants déclarent ne pas s’informer activement politiquement. Deuxièmement, seuls 22 pourcent des sondés de l’étude ont en moyenne un accès privé à l’Internet, sachant qu’il existe des disparités importantes selon le niveau d’étude et le statut économique. L’importance des smartphones et des cybercafés dans les pays tels que le Maroc apparaît avec encore plus d’acuité. Ces derniers offrent en effet l’infrastructure nécessaire à un accès au web, et les cybercafés servent de surcroît comme lieux de rencontre sociale importants dans les régions reculées (mais aussi dans les grandes villes). Toutefois, l’étude révèle que 67 pourcent des participants ayant un faible niveau d’étude n’utilisent absolument pas l’Internet. Même pour la recherche d’emploi, le web joue un rôle quasi inexistant avec une moyenne de seulement 3 pourcent. Troisième-

mement, la télévision occupe toujours la première place des activités de loisirs pour 82 pourcent des personnes interrogées au niveau national (respectivement 91 pourcent en zone rurale), suivie par la navigation sur le web, ce que 36 pourcent des sondés décrivent comme leur passe-temps principal. Quelque 26 pourcent préfèrent écouter de la musique. Les réseaux sociaux sont surtout utilisés pour échanger des informations et des photos avec des membres de la famille et des amis. Seuls 12 pourcent des personnes interrogées utilisent « souvent » ou « toujours » les réseaux sociaux pour débattre de questions politiques.⁶

Au cours des entretiens qualitatifs, la thématique de la désinformation, « fake news », revient souvent. Dans ce contexte, les médias ne sont pas considérés comme crédibles. La confiance dans les autorités et institutions religieuses ou dans les chaînes de télévision religieuses n'est guère plus élevée ; toutefois certains représentants religieux sont érigés en modèles à suivre. Là aussi, de nombreuses personnes du panel évoquent l'« éthique » nécessaire que l'on retrouve potentiellement plutôt auprès des instances religieuses. Les médias laïcs et indépendants sont qualifiés « purement et simplement » [de] « menteurs » (Said).

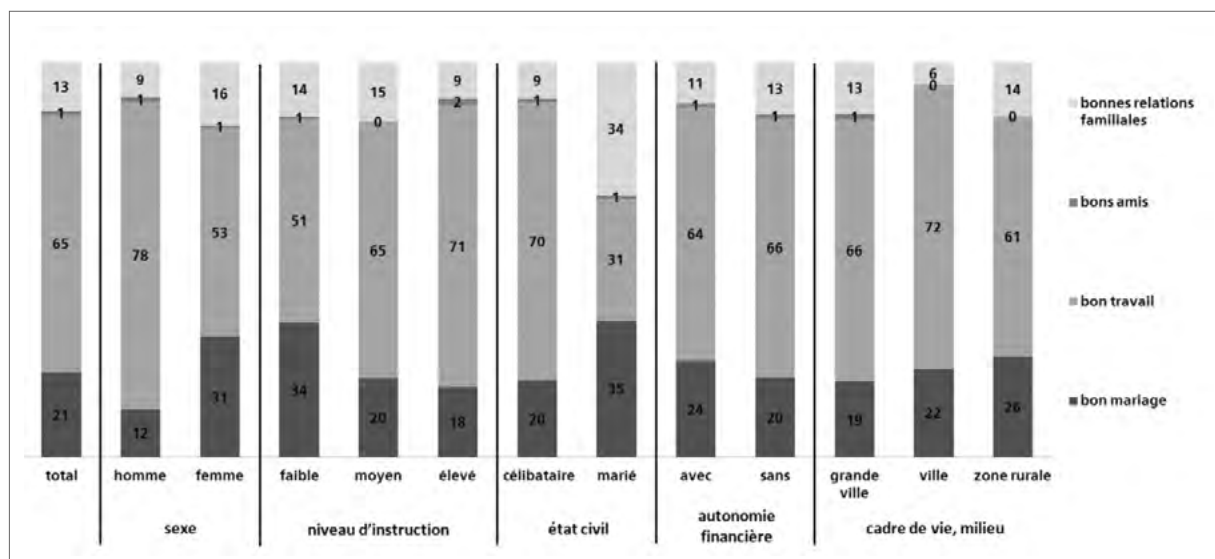
6. Pour une analyse des médias complète, voir le cahier thématique « Les médias au Maroc » du Journal of North African Studies, édition 3, 2017.

6. Famille et avenir

Pour la majorité des adolescents et jeunes adultes interrogés, plus de 90 pourcent dans toutes les couches sociales, le noyau familial ou le fait de fonder une famille est l'élément essentiel d'une vie heureuse et accomplie. Au vu des troubles socio-politiques actuels, la famille demeure le principal point de repère. Dans un contexte général où les liens sociaux et où la solidarité sociale jouent déjà un rôle très présent, la famille est de loin l'institution à laquelle les personnes interrogées se fient le plus. Toutefois, à la question « qu'est-ce qui compte le plus pour ton propre avenir », à choisir entre « de bonnes relations familiales », « de bons amis », « un bon travail » ou « un bon mariage », elles sont une majorité à placer « le travail » tout en haut de la liste.

Près de la moitié – 46 pourcent précisément – du tiers jouissant de revenus propres, bénéficie du soutien financier de sa famille (pour les étudiantes, cela vaut d'autant plus que pour leurs camarades masculins). Les jeunes Marocain-e-s interrogés qui perçoivent une aide financière (sans compter leur salaire propre) reçoivent en moyenne 126 € par mois de leur famille (ou autre source). Il faut toutefois nuancer ce chiffre car la présente étude contient un certain biais par rapport aux étudiants et aux familles aisées. Dans l'ensemble, pour la région, le chiffre élevé de jeunes dépendants financièrement de leurs parents est un facteur sociologique

Illustration 4 : Qu'est qui compte le plus pour ton avenir ? (données en pourcent)



important. Il renforce le sentiment d'insécurité ressenti par cette jeunesse et d'absence de perspectives pour mener une vie accomplie. Certaines des personnes interrogées dans le cadre de l'étude éprouvent un sentiment de honte de voir leurs parents subvenir à leurs besoins alimentaires. Beaucoup considèrent toutefois l'aide familiale comme une aide des parents envers leurs enfants dans un contexte socio-économique précaire où les possibilités de carrière sont limitées. Après le mariage, les transferts d'argent s'inversent en outre majoritairement.

Les personnes interrogées qui militaient auparavant au sein d'associations ou participaient à des manifestations, abandonnent souvent leur engagement social ou culturel après le mariage, car elles se concentrent en premier lieu sur l'entretien de leur famille et s'occupent de leur famille, souvent avec un budget très serré.

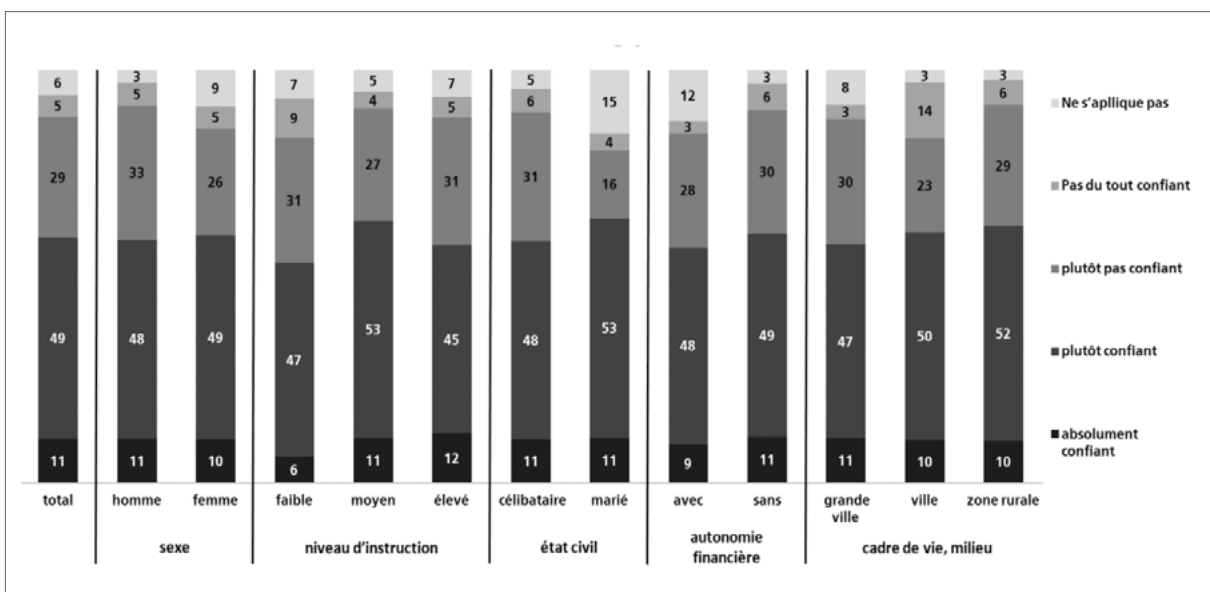
7. Emploi et perspectives économiques

Au Maroc, les insuffisances du système de santé sont l'une des principales sources d'insécurité et d'angoisse pour l'avenir. Quelque 77 pourcent des jeunes de l'étude ne bénéficient pas de couverture sociale, 85 pourcent chez les populations rurales, 67 pourcent dans les villes de taille moyenne. Dans ce contexte, les participants font

très souvent référence aux défaillances de la politique et à leur manque de confiance en l'état. Cela se ressent d'autant plus que l'accès aux soins est perçu comme un sujet « apolitique », et que par conséquent les commentaires se font plus explicites à propos de la corruption et de l'échec des instances étatiques dans ce secteur. Parmi les personnes interrogées jouissant d'une assurance maladie personnelle, 42 pourcent sont assurées auprès d'une caisse privée et 59 auprès d'un organisme public (plusieurs réponses possibles). 15 pourcent affirment toucher une bourse ou une aide similaire.

Le volet qualitatif de l'étude confirme également les constats statistiques selon lesquels le chômage chez les travailleurs non qualifiés est quasi négligeable avec moins de 5 pourcent. « Il existe des personnes sans qualification professionnelle qui sont toutefois très compétentes. Ces personnes qui ont une expertise s'en sortent mieux que les diplômés d'universités, car elles possèdent une expérience professionnelle et pas uniquement des connaissances théoriques », explique Saïd. Au cours des entretiens, il apparaît une certaine éthique calviniste du travail parmi les participants. Ainsi, Amina, 25 ans, déclare : « Il faut travailler pour réussir. » Ce sont surtout les personnes instruites qui se sentent perdues et cherchent un emploi. 60 pourcent des interlocuteurs rencontrés se déclarent très sûrs ou relativement sûrs de pouvoir réaliser leurs désirs professionnels.

Illustration 5 : « Es-tu confiant de pouvoir réaliser tes désirs professionnels ? » (données en pourcent)



8. Consommation et couche moyenne

Un large éventail social de la région MENA se perçoit comme appartenant à la classe moyenne. Cette idée coïncide avec le fait que 82 pourcent des jeunes Marocains sondés jugent leur situation économique très bonne ou relativement bonne. Intuitivement, les participants de notre enquête évaluent à plus de la moitié ou à deux tiers la frange de la population appartenant à la classe moyenne dans leurs pays respectifs, alors même que les statistiques sur les revenus n'attestent en rien cette hypothèse. Dans cette région, l'écart entre la classification statistique et la catégorie sociale à laquelle chaque individu se sent appartenir est étonnamment grand. C'est lié d'une part au fait qu'il n'existe que très peu de données statistiques sur le secteur informel important et d'autre part aux méthodes qui s'inspirent implicitement de modèles européens.

Les participants de la présente étude pays sur le Maroc vivent par exemple à 74 pourcent dans des régions où posséder son logement est le modèle majoritaire. 22 pourcent vivent dans des habitations informelles, construites illégalement la plupart du temps. Pour comprendre la situation locale spécifique, il faut prendre en compte que trois personnes interrogées sur quatre en zone urbaine (tant dans les grandes villes (74 pourcent) que dans les villes de taille moyenne (76 pourcent)) – ainsi que 91 pourcent des habitants de régions rurales déclarent habiter dans des logements appartenant au chef de famille. Il s'agit sûrement de petites maisons, de petits appartements ou abris dans des quartiers défavorisés, seul un tiers des personnes interrogées disent posséder une chambre personnelle, mais les programmes de construction publique avec habitat subventionné ont en partie contribué à ce qu'un nombre important de Marocains aient obtenu des logements au cours des dernières années.

9. Faim et violence

Depuis des décennies, les experts renvoient à l'importance de la croissance économique pour la sécurité du bassin méditerranéen. Un blocage du développement économique a entraîné un chômage massif chez les jeunes dans chacun des pays arabes. Depuis des années, les analystes politiques font allusion aux conséquences négatives de l'accès asymétrique au marché pour les

pays de la rive sud de la méditerranée. Les dividendes promis du libre-échange avec l'UE ne se sont pas concrétisés pour cette jeunesse. En tant que pays agricole, le Maroc dépend des conditions météorologiques et doit importer des céréales pour assurer une stabilité de l'approvisionnement pour sa population. Les baisses des subventions publiques en raison des programmes d'ajustement structurel et la privatisation accrue du commerce des céréales ont engendré une nette hausse des prix. Bien que l'agriculture marocaine soit compétitive à l'échelle internationale, seuls certains produits agricoles, ainsi que la main d'œuvre, trouvent des débouchés sur les marchés de l'UE. Cela engendre des disparités et des protestations. Depuis longtemps, le protectionnisme de l'Union européenne est l'un des principaux facteurs de déstabilisation de la région. L'ouverture des marchés nord-africains aux marchandises européennes a entraîné l'érosion de petites et moyennes entreprises qui représentent 90 pourcent du tissu économique de la région.

D'un autre côté, presque aucune des personnes interrogées (1 pourcent) ne possède de carte de ravitaillement, contrairement à l'Égypte qui affiche un taux de 71 pourcent. Quelque 6 pourcent des adolescents et jeunes adultes marocains interrogés témoignent avoir déjà souffert de la faim. Cela correspond à la moyenne enregistrée pour la majorité des pays participant à l'étude sur les jeunes de la région MENA, à l'exception du Yémen (19 pourcent) et des réfugiés syriens au Liban (45 pourcent).

10. Mobilité, migration et fuite

« Migrer c'est se construire une vie meilleure que chez soi, » d'après la définition de Samuli Schielke du centre de recherche berlinois Leibniz-ZMO. L'anthropologue résume ici très justement les raisons de la migration à hauts risques vers l'Europe. Interrogés sur les conséquences de l'émigration, près de la moitié des jeunes gens mariés de l'enquête qualifient l'exil comme un échec personnel. Malgré cela, les femmes sont plus nombreuses que les hommes à constater : « Je suis fascinée par l'idée d'une vie à l'étranger, mon désir d'exil a grandi. » Cette affirmation est partagée par 73 pourcent des participants ayant un niveau scolaire inférieur et les personnes mariées sont plus souvent d'accord avec cette affirmation que les personnes célibataires. Quelque 37 pourcent des personnes interrogées ayant vécu des

Illustration 6 : « Parmi les affirmations suivantes sur l'émigration d'un membre de ta famille, laquelle restitue le mieux ton avis ? » (données en pourcent)

	Total	Sexe		Niveau d'étude			Etat civil		Autonomie financière		Cadre de vie, milieu		
		homme	femme	faible	moyen	élevé	célibataire	marié(e)	avec	sans	grande ville	ville	zone rurale
Je considère que c'est une perte pour moi personnellement	22	25	17	27	18	23	21	48	22	21	25	14	13
Je profite des transferts d'argent qui nous sont faits	37	34	42	14	35	41	37	26	45	28	38	69	11
J'ai tiré les leçons de son expérience à l'étranger et j'ai décidé que je ne souhaitais pas m'exiler	20	19	22	0	15	26	21	0	29	10	22	0	27
Je suis fasciné(e) par l'idée de vivre à l'étranger Mon désir d'exil a grandi.	40	34	49	73	46	31	39	52	32	49	29	78	61
Je ne sais plus où j'en suis émotionnellement par rapport à l'émigration	12	8	17	0	15	11	12	0	10	14	13	0	12

cas d'émigration dans la famille expliquent qu'elles ont pu particulièrement profiter des transferts d'argent de l'étranger.

En revanche, l'élite intellectuelle du pays (dont l'enseignement se fait encore majoritairement en français à l'université) travaille tantôt en France tantôt en Espagne en raison des relations historiques ou fait souvent la navette entre les pays. Le Maroc essaie de lutter activement contre la *fuite des cerveaux* et il n'est pas rare que les universitaires rentrent au pays pour y poursuivre la deuxième partie de leur carrière.

11. Jeunesse et politique : mobilisation politique et ONG

L'étude FES sur les jeunes de la région MENA montre que dans les dix pays analysés, la « participation à des élections » est considérée comme « l'activité politique

envisagée » la plus importante⁷. Suivent pour le Maroc d'autres activités politiques possibles, comme : « le boycott de certains produits » ou le « travail au sein d'une organisation ». Il n'est certes pas inhabituel que de nombreux participants de cette étude classent le « boycott » comme forme d'action politique (un acte qui n'est pas particulièrement coûteux), mais l'intérêt élevé pour cette forme de revendication est sûrement également dû à l'usage important qu'il en est fait dans la région.

De façon générale, les participants sont désillusionnés face à la politique. Pour reprendre le commentaire de Ghizlan, 30 ans, dont le parcours scolaire s'est terminé à la fin de l'école primaire : « Comme je le disais, la politique ne m'intéresse pas. (...) Je pourrais dire qu'ils ne font pas

7. Je proposerai néanmoins de le considérer comme un biais des enquêtes d'opinion internationales pour lesquelles il est reconnu que les élections revêtent une importance considérable. En effet, le taux de participation électorale dans la région est extrêmement faible.



ce qu'ils devraient. (...) Il y a beaucoup de problèmes, en politique, dans l'éducation. Ils disent qu'ils vont faire quelque chose contre l'analphabétisme et contre le fait que certains quittent l'école trop tôt, et les médias en parlent. Mais ils ne font que parler. Ils ne font rien. »

Les données de l'étude FES sur la jeunesse de la région MENA montrent que le « Maroc est le seul pays où, proportionnellement, un grand nombre des jeunes mobilisés sont issus des couches les plus défavorisées (22 pourcent) ; même si le groupe le plus représenté parmi les jeunes marocains mobilisés (40 pourcent) vient de la classe moyenne inférieure.⁸»

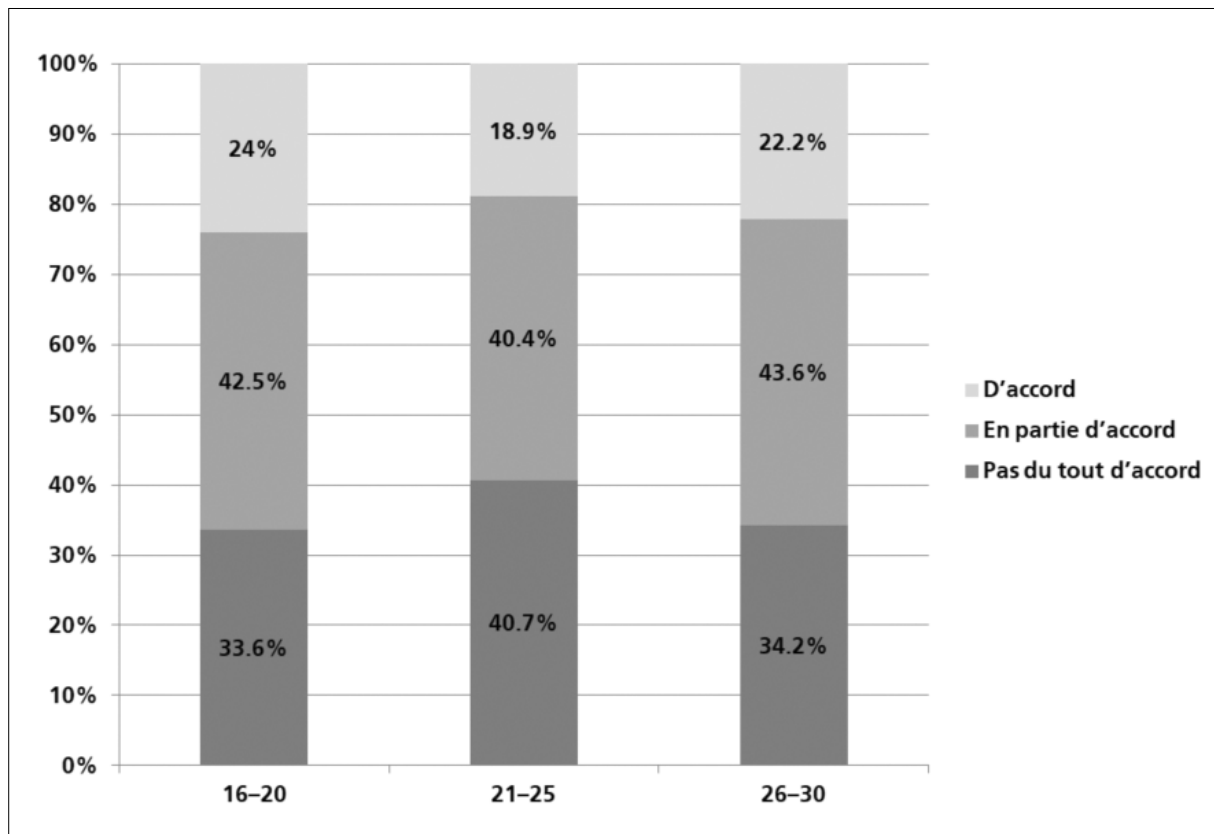
Comme indiqué en introduction, le mouvement de protestation marocain, *Mouvement du 20 février* (M20F) 2011, réclamait plus de dignité, la démocratie, la démission du gouvernement et la fin du despotisme. Il s'at-

taquait ainsi aux fidèles du roi, mais pas au monarque lui-même. Des affirmations telles que celles de Driss, 24 ans, qui travaille comme saisonnier et bénéficie du soutien financier de son père et de son beau-père, sont l'expression d'une vaste admiration vouée au roi par les Marocains de tous âges : « Le roi est le seul qui travaille. Ses subordonnés ne font rien. »

La maison royale marocaine est maître dans l'art de «l'inclusion douce » des revendications sociales. Cela signifie qu'il existe au Maroc des canaux de communication entre l'état et la société contrairement à bon nombre d'autres pays arabes. L'Etat marocain a certes recours lui aussi à des formes autoritaires du pouvoir et il existe des cas de violations des droits fondamentaux des citoyens, mais les revendications sociales finissent toujours par aboutir progressivement à un changement politique et à une évolution positive de la société (voir p.ex. Berriane, 2017). Il y a donc matière à susciter un engagement politique sur un thème spécifique. Au cours des 15 dernières années, la

8. Sika / Werenfels, in: Gertel / Hexel 2017, p. 314.

Illustration 7 : En ce qui concerne le Printemps arabe : « que penses-tu des affirmations suivantes ? »
Réponse : « Grâce à ces événements, nous vivons mieux. »



situation juridique des femmes s'est par exemple considérablement améliorée, ou celle de nombreux anciens prisonniers politiques reconnus et indemnisés comme tels. Cela marque donc l'avènement d'une revalorisation historico-politique de l'histoire contemporaine du pays.

Un autre aspect ressort s'agissant de la mobilisation politique des jeunes adultes marocains : les personnes interrogées dans l'étude qui se décrivent elles-mêmes comme «apolitiques », ont toutefois dans les faits des revendications sociales spécifiques qui ne sont pas moins politiques que ce que l'on entend au sens propre du terme (élections, politique partisane, forme de pouvoir). Quelque 71 pourcent du panel expliquent qu'ils ne s'intéressent pas (44 pourcent) ou peu (27 pourcent) à la politique. Beaucoup réclament néanmoins avec force une réforme du système de santé et de l'éducation ou évoquent la problématique de la corruption dans le pays.

Dans toutes les catégories d'âge, une majorité relative des personnes interrogées – entre 40 et 44 pourcent – a un avis mitigé sur les résultats du Printemps arabe. 40 pourcent des 21–25 ans constatent qu'ils ne vivent pas mieux qu'avant. L'avis des plus jeunes (16 à 20 ans) et des plus âgées (26 à 30 ans) sur cette question est moins marqué (cf. Illustration 7). 20 pourcent des personnes interrogées partagent l'avis « Ces événements font que nous vivons mieux aujourd'hui ». Ainsi, le Maroc, la Jordanie (19 pourcent) et l'Égypte (24 pourcent) sont les trois pays de l'étude qui évaluent le plus positivement les conséquences des soulèvements depuis 2011.

Aujourd'hui, de nombreux jeunes militants s'engagent plutôt pour une cause spécifique ou au sein d'associations

qui se consacrent à un objet bien précis. La revendication d'un changement radical de système a été remplacée par une action sur des questions individuelles : réforme de l'université et de l'éducation, réformes juridiques, journalisme d'investigation. Au cours des entretiens qualitatifs de cette enquête, il a souvent été question d'améliorer le système de santé. Au Maroc, près d'une personne sur cinq n'a pas souhaité répondre à la question « Comment qualifierais-tu le Printemps arabe ? » En Tunisie, en Égypte, au Yémen et auprès des réfugiés syriens du Liban, seuls 7 pourcent des sondés ne souhaitent pas s'exprimer sur le sujet. Il est difficile de savoir si le Maroc peut être considéré comme un pays où les mouvements de protestation régionaux ont joué un rôle central.

Au vu de la crise qui frappe la région depuis 2011, beaucoup estime l'idée de réformes progressives comme un pas dans la bonne direction. D'autres y voient justement une « pseudo-réforme » qu'ils qualifient de manœuvres dilatoires. Il est important de prendre conscience que l'état marocain s'est toujours montré relativement ouvert aux revendications sociales. Les mouvements qui se sont formés contre les révoltes de 2011, tels que le *Mouvement du 9 mars* ou bien *Contre le mouvement du 20 février*, ne devraient dans ce contexte pas être perçus comme la seule œuvre de « zéloteurs rémunérés ».

En résumé, l'on peut conclure que malgré les réformes graduelles et au regard des disparités sociales extrêmes, le paradoxe non résolu entre les aspirations de la société et les réalités politiques dans le pays, dans la région, dans les relations avec les pays voisins directs et avec l'Union européenne porte en lui encore un potentiel d'opposition de fond.



Bibliographie

- Aidi, Hisham** (2017): Is Morocco Headed Toward Insurrection? In: *The Nation*, 13. Juli 2017; <https://www.thenation.com/article/is-morocco-headed-toward-insurrection/> (dernier accés: 17. Juli 2017).
- Bergh, Sylvia I. / Daniele Rossi-Doria** (2015): Plus ça Change? Observing the Dynamics of Morocco's »Arab Spring« in the High Atlas. In: *Mediterranean Politics*, 20:2, 198–216.
- Berriane, Yasmine** (2017): »Constructing the space of the social. The multiple mediation figures at youth centres in Casablanca.« In: *Recherches du CRESC*, n° 2, April 2017.
- Farmanfarmaian, Roxane** (2017): Introduction Special Section: Medias in Morocco. In: *The Journal of North African Studies*, 22:3, 335–339, DOI: 10.1080/13629387.2017.1307911.
- Gertel, Jörg / Ralf Hexel** (2017): *Zwischen Ungewissheit und Zuversicht. Jugend im Nahen Osten und in Nordafrika*, Bonn: Verlag J. H. W. Dietz.
- Hashas, Mohammed** (2017): *A Treatise on Trust State for a New Arab World: Overcoming Dichotomous Thought*, Teil I; <http://www.resetdoc.org/story/00000022661> (dernier accés: 23. Juli 2017).
- Hazan, Pierre** (2007): *Judging War, Judging History. Behind Truth and Reconciliation*. Stanford: Stanford University Press.
- Hegasy, Sonja** (2017): Die Erfindung einer Monarchie. Zur Inszenierung von Wahrheit und Authentizität in Marokko. In: Heike Liebau/Christophe Kohl/Barbara Christophe (Hrsg.): *Historische Authentizität*. Berlin: Klaus Schwarz Verlag, 97–137.
- Hegasy, Sonja** (2007): Young Authority: Quantitative and Qualitative Insights into Youth, Youth Culture, and State Power in Contemporary Morocco. In: *Journal for North African Studies*, vol. 12, Nr. 1, 19–36.
- Madani, Mohamed / Driss Maghraoui / Saloua Zerhouni** (2012): *The 2011 Moroccan Constitution: A Critical Analysis*. Strömsberg: International Institute for Democracy and Electoral Assistance.
- Menin, Laura** (2016): »Anti-black Racism«: Debating Racial Prejudices and the Legacies of Slavery in Morocco. *SWAB-WPS*, 2/2016.



A propos de l'auteur

Sonja Hegasy est vice-directrice du centre de recherche ZMO (Leibniz-Zentrum Moderner Orient) à Berlin. En 1990, elle a obtenu son Master of Arts en langues et civilisations orientales à l'Université Columbia de New York, puis une thèse de doctorat à l'Université libre de Berlin (FU Berlin). Ses thèmes de recherche de prédilection sont la société civile et les mouvements de la jeunesse, la politique du souvenir, la société mondiale et la mondialisation.

Impression

Friedrich-Ebert-Stiftung | Proche-Moyen-Orient et Afrique du Nord
Hiroshimastr. 28 | 10785 Berlin | Allemagne

Responsable :
Dr. Ralf Hexel, Directeur, Proche-Moyen-Orient et Afrique du Nord

Tel.: +49-30-269-35-7420 | Fax: +49-30-269-35-9233
<http://www.fes.de/nahost>

Commande de publications :
info.nahost@fes.de

L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans autorisation écrite de la FES.

Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas forcément celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung.

Cette publication est imprimée sur du papier issu de l'exploitation forestière durable.



ISBN
978-3-96250-264-5